

**Réponses de suivi au Comité permanent de la Chambre des communes  
Opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires (OGGO)  
La ministre du Gouvernement numérique  
Le 30 novembre 2020**

**1. Des détails supplémentaires de demandes en cours d'élaboration par le gouvernement (BDPI)**

**(LPC) M. Majid Jowhari:** Pouvez-vous nous éclairer sur les outils et les services que votre ministère met en place pour aider les Canadiens? Souvent, les utilisateurs ont beaucoup de mal à s'y retrouver. Nous commençons à nous habituer à des outils comme [innovation.canada.ca](http://innovation.canada.ca), un site où vous pouvez aller parler de la situation de votre entreprise, et qui vous suggère les diverses solutions possibles. Est-ce que nous envisageons quelque chose de ce genre, de sorte que si vous avez un problème lié à la COVID, vous pourriez en parler et on vous indiquerait tous les programmes qui pourraient être disponibles pour vous, en plus de vous mettre automatiquement en contact avec l'ARC et d'autres services? Pouvez-vous nous éclairer à ce sujet?

**Ministre du Gouvernement numérique:** Oui, je peux parler des choses que nous avons déjà faites, et elles sont très axées sur les gens — très axées sur le client, comme vous y avez fait allusion. SNC et Service Canada ont mis sur pied le programme « Obtenir les nouvelles sur la COVID-19 » afin que les gens puissent se rendre à un endroit, et fournir des renseignements qui ne les identifient pas pour savoir tout ce à quoi ils pourraient avoir droit et comment présenter une demande. Ce n'est qu'un exemple. Un autre exemple est une façon simple pour les ministères d'informer les gens rapidement, facilement et en toute sécurité de ce qui se passe et de ce qu'ils doivent savoir. Je crois que plus de cinq millions de mises à jour ont été envoyées, dont un bon nombre par le ministère de la Santé. Il s'agit d'un programme qu'il tient à jour, qui s'appelle Notification, et qui se trouve à l'adresse [notification.canada.ca](http://notification.canada.ca). Il est utilisé par les provinces et d'autres organisations, parce qu'il facilite beaucoup les choses. **Il y en a d'autres que je pourrais mentionner, mais je pense que je vais céder la parole à Marc Brouillard pour qu'il nous explique brièvement son contexte.**

**Le président:** Merci, madame la ministre. Encore une fois, six minutes passent très vite, **alors si nous pouvions demander à quelqu'un de donner une réponse écrite**, nous vous saurions gré de l'envoyer au greffier.

**Réponse**

Service numérique canadien (SNC) et Services partagés Canada (SPC) aident le Canada à répondre à la crise de COVID 19 en collaborant avec les ministères, les autres administrations et les secteurs pour créer de nouveaux outils et services à code source ouvert et tirer parti des outils et services existants.

Pour aider l'Agence du revenu du Canada SPC travaille à la mise en place d'une solution SRA redondante qui sera prête fin janvier 2021. À l'avenir, SPC appuiera l'ARC lors de la période de déclaration de revenus de 2020, en février 2021, tout en continuant de prendre en charge l'infrastructure sous-jacente pour la mise en œuvre des trois (3) nouvelles prestations susmentionnées, mises en place en octobre 2020.

SPC continue à assurer un soutien accru aux systèmes d'assurance-emploi d'EDSC pour permettre à ce dernier de répondre à la demande croissante.

SPC a mis en œuvre le projet d'activation et de défense du nuage sécurisé (ADNS) et de la connectivité selon un calendrier accéléré, et a facilité la mise en œuvre par EDSC du service de versement de prestations multiples (SVPM). Cela a permis à EDSC de fournir la Subvention aux pêcheurs pour le compte du ministère des Pêches et des Océans (MPO).

### **Des détails supplémentaires des applications élaborées par SNC :**

- **L'outil de recherche en ligne de prestations liées à la COVID-19 :**
  - Le SNC a collaboré avec l'EDSC pour créer et lancer l'outil de recherche en ligne de prestations liées à la COVID 19, qui aide les utilisateurs à trouver les prestations qui répondent le mieux à leurs besoins.
  - Il y a eu près de 1,4 million de visites sur la page web et 67 % des visiteurs (plus de 900 000 personnes) ont rempli le questionnaire en ligne et ont atteint la page personnalisée « Comment obtenir de l'aide » depuis son lancement le 22 mai.
  
- **GC Notification :**
  - GC Notification permet aux ministères d'envoyer facilement des courriels et des SMS aux abonnés.
  - Au 11 janvier, 78 services en direct utilisent actuellement GC Notification et plus de 8,2 millions de notifications ont été envoyées via la plateforme.
  - Près de 7 millions de ces notifications ont été envoyées depuis mars 2020, en grande partie dans le cadre de la réponse du gouvernement à la pandémie de COVID 19. 19 services parmi ceux qui utilisent GC Notification – ou 50 % de ceux ajoutés depuis mars 2020 – sont des réponses directes à la pandémie de COVID 19.
  
- **Alerte COVID:**
  - Alerte COVID, une application nationale de notification d'exposition, a été annoncée le 18 juin 2020. Elle a été lancée le 31 juillet, après environ 45 jours d'efforts de conception et de développement.
  - En date du 10 janvier, l'application Alerte COVID a été téléchargée 6 millions de fois, et 14 866 clés à usage unique ont été demandées dans l'application dans huit provinces et 1 territoire.
  - L'application Alerte COVID a été mise au point par le Service numérique canadien, à l'aide d'un code source ouvert élaboré par des bénévoles de Shopify, ainsi que d'une technologie de notification d'exposition élaborée conjointement par Apple et Google. Elle a fait l'objet d'examens de sécurité effectués par le Bureau du dirigeant principal de l'information, le Centre canadien pour la cybersécurité et BlackBerry.

- Le 30 octobre, une mise à jour a été introduite pour envoyer les notifications sur la base d'un calendrier plus précis. Cette mise à jour permet aux utilisateurs qui ont été testés positifs pour la COVID-19 et qui ont entré une clé unique émise par leur autorité de santé publique respective auront désormais la possibilité d'entrer la date d'apparition de leurs symptômes ou la date de leur test.
- En décembre 2020, Apple a annoncé que son infrastructure de notification d'exposition et sa fonction Bluetooth à faible consommation d'énergie seraient offertes sur les appareils dotés des systèmes d'exploitation iOS 12.5 et plus de sorte que les personnes possédant un iPhone 5S, 6 ou 6 Plus pourraient désormais utiliser les services de notification d'exposition comme Alerte COVID qui fonctionnent sur cette infrastructure. Après avoir effectué des tests, l'application Alerte COVID est devenue disponible sur ces appareils le 5 janvier 2021. Grâce à cette nouvelle mise à jour, Alerte COVID est maintenant compatible avec 97,5 % de tous les téléphones intelligents en usage au Canada.
- La collaboration avec le Commissariat à la protection de la vie privée (CPVP) a commencé le 11 juin et est dirigée par Santé Canada. Des recommandations provisoires ont été reçues du CPVP le 10 juillet et ont été suivies de mesures au cours des semaines suivantes.

**2. Des renseignements supplémentaires sur le DPB demande à SPC pour les montants utilisés pour la cybersécurité, les centres d'appels et les centres de santé pour les Premières nations (SPC)**

**(BQ) Mme Julie Vignola:** Merci beaucoup, monsieur Brouillard. Le 13 novembre 2020, le directeur parlementaire du budget a envoyé une demande d'information à SPC pour connaître les montants en dollars utilisés pour la cybersécurité, la PCU, les centres d'appel de l'ARC et les mesures de santé pour les Premières Nations. Avez-vous fourni ces informations au plus tard le 27 novembre, comme demandé? Si ce n'est pas le cas, quand prévoyez-vous le faire?

**Ministre du Gouvernement numérique:** C'est une question d'ouverture et de transparence, qui sont des principes fondamentaux pour moi et pour notre ministère. Oui, notre ministère a communiqué avec le directeur parlementaire du budget. Nous examinons les réponses que recherche le DPB. Je me ferai un plaisir de demander à M. Brouillard de vous donner plus de détails, si la députée le préfère.

**Réponse**

Services partagés Canada (SPC) a fourni au Bureau du directeur parlementaire du budget toutes les données demandées le 27 novembre 2020.

Afin de mieux aligner la fréquence de réponse à cette demande avec les rapports mensuels au SCT sur les dépenses COVID-19, SPC s'est engagé à fournir au Bureau du directeur parlementaire du budget une mise à jour mensuelle des chiffres demandés.

### 3. Les vérifications de l'approvisionnement (SPC)

**(NPD) M. Matthew Green:** Je pense qu'on pourrait dire que, dans le domaine des TI, il y a parfois une culture selon laquelle les gens peuvent avoir une certaine préférence pour un système ou un service. Je me demande s'il y a eu, à votre connaissance, des cas liés à la modernisation récente qui ne font peut-être pas actuellement l'objet d'une enquête, mais qui étaient de mémoire récente.

**Ministre du Gouvernement numérique:** Je vais laisser M. Glover répondre à cette question encore une fois, parce que je n'en connais aucun.

**(NPD) M. Matthew Green:** Bien sûr.

**M. Paul Glover (SPC):** J'abonde dans le même sens que la ministre. Je n'ai connaissance d'aucun cas. La grande majorité de nos acquisitions se font dans le cadre de processus concurrentiels ou de mini-concours avec des fournisseurs préqualifiés. Ce n'est peut-être pas toujours ouvert. Nous attribuons plus de 10 ou 11 contrats par jour, alors souvent, nous faisons appel à des entreprises préqualifiées...

**(NPD) M. Matthew Green:** **À quelle fréquence faites-vous l'objet d'une vérification?**

**Ministre du Gouvernement numérique:** Encore une fois, je vais demander à M. Glover de répondre à cette question.

**(NPD) M. Matthew Green:** D'accord.

**M. Paul Glover (SPC):** **Monsieur le président, je vais devoir répondre par écrit. Je ne m'en souviens pas exactement.**

#### Réponse

Depuis la création de Services partagés Canada, la vérification suivante a été effectuée sur les pratiques d'approvisionnement :

- Une vérification indépendante sur L'initiation des projets et de l'approvisionnement par Deloitte en novembre 2018.